

TERMES DE RÉFÉRENCE
Évaluation intermédiaire du projet JEV

I. Le projet à évaluer / l'organisation commanditaire

1.1. Présentation de l'organisation

1.1.1 Vision, missions de l'organisation commanditaire

Equipop agit au plus près des territoires à travers un partenariat solide avec les acteurs et actrices locales jusqu'au plus haut niveau des prises de décision à l'international pour lutter contre les inégalités femmes-hommes. Equipop promeut des valeurs féministes et place l'approche genre au cœur de ses interventions.

Une vision

Un monde où toutes les femmes et les filles voient leurs droits respectés, en particulier leurs droits sexuels et reproductifs, et ont la possibilité de participer activement à la construction de sociétés justes et durables.

Une mission

- ▶ **Impulser** des dynamiques de changement social à travers des projets conduits en étroite collaboration avec des acteurs et actrices des territoires où elle intervient ;
- ▶ **Mobiliser** les responsables politiques et les citoyen·ne·s en France, en Afrique de l'Ouest ou à l'international pour créer en environnement institutionnel et politique favorable aux droits humains, et en particulier aux droits des femmes ;
- ▶ **Accompagner** les acteurs et actrices du changement en renforçant leurs capacités d'intervention.

Equipop promeut des valeurs féministes et place l'égalité de genre au cœur de son travail.

Depuis sa création, Equipop a animé et développé des partenariats dans la durée tout en diversifiant son travail de soutien aux associations et activistes pour répondre à l'ensemble des besoins exprimés : du renforcement organisationnel à l'action collective. L'accompagnement des partenaires et les dynamiques d'apprentissage occupent donc une place importante dans la stratégie globale de la structure ainsi que dans les projets menés. Les interventions avec les partenaires reposent principalement sur la mise en œuvre de projets communautaires pour la promotion et le respect des droits des jeunes et des femmes.

En Afrique francophone subsaharienne, Equipop a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants. Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, Equipop a peu à peu développé des projets qui articulent différents champs d'intervention (santé, éducation, économie), qui intègrent systématiquement une approche par les droits et où les jeunes sont des parties prenantes centrales. Parmi les programmes créés par et pour les jeunes et accompagnés par Equipop en matière de DSSR y compris VIH sida, on peut citer :

- Programme Protéger les adolescentes : le défi à relever pour améliorer les programmes de santé et droits en matière sexuelle et reproductive – Bénin, Burkina Faso et Niger – (2010 – 2013) – Soutenu par l'Union Européenne

- Programme Change Lab - Bénin, Burkina, Niger, Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire (2018 – 2021) - AFD / BMGF / Fondation Hewlett

Change Lab est un projet qui met la santé de la reproduction des adolescent·e·s et des jeunes au cœur de ces activités. A travers des projets novateurs incubés dans les différents pays d'intervention par des organisations de la société civile particulièrement celles de jeunes, 06 projets sur les différentes thématiques en lien avec les DSSR ont été mis en œuvre. Par exemple, le projet Jeunes en vigie qui motive cette évaluation intermédiaire s'inspire des apprentissages du projet en Côte d'Ivoire, "Ma réalité", où un audit social mené par et pour les jeunes a été mis en place

SANSAS : Amélioration des droits et de la santé sexuels et reproductifs des adolescents et des jeunes est un projet mis en œuvre au Sénégal par un consortium d'organisation composé du RAES, SOLTHIS, LARTES, ENDA Santé, et Equipop. L'objectif de ce projet est d'améliorer l'accès aux DSSR des adolescent.es et des jeunes, en particulier des jeunes filles, jeunes femmes et jeunes vulnérables, à travers un accès à des services de santé de qualité et adaptés, ainsi qu'à une éducation en matière de SSR, visant à diminuer les inégalités de genre et les violences qui en découlent.

- Programme Fondemsan - Burkina, Niger, Mali (2019 - 2021) - AFD / OOAS. L'approche globale du projet Burkinbiwili au Burkina vise à responsabiliser les jeunes en les renforçant en leadership, en éloquence et en technique d'audit social (avec l'audit social comme outil d'empouvoirement) pour conduire des actions d'audit et d'interpellation des politiques sur leur santé. Au même titre que le projet "Ma réalité", le projet Burkibiwili inspire et enrichit le projet Jeunes en vigie.

Aujourd'hui, Equipop soutient des associations dans 8 pays d'Afrique de l'ouest (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal) et accompagne également des réseaux comme Alliance Droits et Santé et le réseau des jeunes féministes d'Afrique de l'Ouest.

1.1.2 Organisation institutionnelle interne

Equipop est une structure qui s'appuie sur une quarantaine de salarié·e·s réparti·e·s au Burkina-Faso, en France et au Sénégal. La structure est construite autour de 5 pôles (Plaidoyer / Programmes et développement / Innovation et accompagnement / Communication / Administration Finances) qui s'appuient sur une approche systémique du changement et des savoirs complémentaires (sciences politiques, santé publique, socio-anthropologie, psychologie sociale, communication, gestion et management).

1.1.3 Budget global

Le budget global d'Equipop en 2020 était de 2,84 millions d'euros, avec 24% des ressources sur l'axe "Impulser", 7 % des ressources sur l'axe "Mobiliser" et 60% des ressources sur l'axe "Accompagner". Les ressources proviennent pour 62% de fonds privés issus notamment de fondations internationales, 24% proviennent des institutions de la coopération bilatérale française (principalement Agence Française de Développement) et 14% proviennent des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies, Organisation Ouest Africaine de la Santé).

1.2. Le projet à évaluer (5 pages)

1.2.1. Informations générales sur les contextes nationaux et locaux

Le projet Jeunes en Vigie est mis en œuvre dans 2 pays de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso et le Sénégal.

Au Burkina Faso et au Sénégal, la situation et les indicateurs (rarement désagrégés par sexe et par âge) sont particulièrement préoccupants pour les **adolescentes et jeunes femmes** (AJF) en termes d'accès à des services de santé de qualité et de droits en santé sexuels et reproductifs (DSSR). Ils sont environ 11,8 millions entre 15 et 24 ans à vivre avec le VIH/SIDA. Chaque jour, près de 6000 jeunes de 15 à 24 ans contractent le VIH¹. Cette catégorie de la population est aussi, selon l'OMS, des populations particulièrement à risque d'infection palustre et, ce risque est accru lorsqu'elles sont enceintes. Or, les AJF burkinabé et sénégalaises sont nombreuses à commencer tôt leur vie procréative avec des conséquences, non seulement en termes de transmission du VIH mère-enfant mais également de morbi-mortalité maternelle, néonatale et infantile ; à 19 ans, 57 % des burkinabé et 34 % des sénégalaises ont déjà eu un enfant ou sont enceintes. Cette situation relève aussi de facteurs juridiques et socio-culturels qui contribuent à maintenir les AJF dans une situation de vulnérabilité et à limiter leur capacité d'action et de décision : tabou de la sexualité, violences basées sur le genre, relations de pouvoir inégalitaires entre hommes et femmes et entre adultes et jeunes.

¹ https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/youngpeoplehivaid_fr_0.pdf

Dans ce contexte, malgré les engagements des autorités nationales et les avancées dans la lutte contre le VIH/Sida-Paludisme-Tuberculose et plus largement pour les DSSR, les services socio-sanitaires n'offrent que très rarement des réponses adaptées aux besoins des AJF qui font face à des attitudes moralisatrices et des pratiques discriminatoires en matière d'informations, de conseils, d'offres de moyens de prévention et de soins ainsi que de prise en charge médicale et psychosociale.

Il existe aujourd'hui un consensus sur la nécessité de mieux prendre en compte ce public dans la lutte contre les trois pandémies, pour le respect des DSSR et sur l'effet levier que cela pourrait constituer en faveur de la résilience des systèmes de santé².

1.2.2. Informations générales sur le projet

Le projet Jeunes en Vigie (JEV) est un projet innovant qui combine deux approches pour renforcer le pouvoir d'agir des jeunes :

1. Adaptation au contexte Ouest Africain de mécanismes de vigie et de contrôle citoyen pour le suivi des politiques de santé. Les audits sociaux portés par des jeunes ont été reconnus comme un point d'entrée essentiel à l'engagement politique des citoyen-ne-s. Cette démarche donne l'opportunité de creuser le fonctionnement des institutions publiques et de créer des habitudes de vigie citoyenne. Les audits permettent de mettre la lumière sur des bonnes pratiques, des irrégularités ou mauvaises pratiques du secteur public, d'appeler à plus de transparence et de redevabilité de la part des autorités et de co-construire des politiques et programmes adaptés. Dans la mise en œuvre de l'audit social en santé développé par Equipop, l'implication significative des adolescent-e-s et jeunes est une approche indispensable. Elle est une méthode visant l'empouvoirement de la société civile notamment des jeunes où elles-ils ne jouent pas le rôle de simples enquêteurs-trices pour une recherche sociale mais surtout des acteurs-trices à partir de la co-conception des outils à l'analyse des données et tout le travail post-audit pour améliorer la qualité et l'accès aux services SSR.
2. S'appuyer sur les mouvements féministes pour créer le cadre sécurisant nécessaire à la prise de conscience de leurs droits et à la libération de leur parole pour mobiliser les AJF qui participent à l'audit et aux actions associées (appelées les auditrices). L'expérience des féministes d'Afrique de l'Ouest est cruciale pour les phases de renforcement de l'empouvoirement et du leadership des auditrices et pour les actions de mobilisations sociales associées à l'audit.

Le projet JEV est le 3e projet porté par Equipop qui utilise des évidences à partir d'audit social mis en place par des jeunes pour interpeller les autorités en matière de DSSR. Le

² https://www.theglobalfund.org/media/1292/core_adolescents_infonote_en.pdf

projet a donc appris des précédentes expériences et cherche à formaliser une méthodologie répliquable, partant des étapes suivantes :

- Formations/Renforcement de capacités des auditrices et des brigades dans des thématiques bien définies telles que les DSSR, les 3 pandémies, communication interpersonnelles et de masse ainsi que les 3 pandémies
- Co-conception des outils d'analyse et de collectes de données adaptés aux réalités socio-culturelles des pays
- Réflexions sur les méthodologies de collecte et d'analyse des données
- Mise en place d'un dispositif de collecte de données que les partenaires peuvent adapter selon leurs réalités et les cibles
- Analyse des données collectées - questionnement sur l'intégration des auditrices dans le cœur du processus ; comment les faire participer à l'analyse des données sans déstabiliser leur processus d'empouvoirement (comment ne pas les submerger afin qu'elles ne remettent pas en cause leur capacité d'analyse).
- Protocole d'analyse des données (en cours)
- Restitution à plusieurs niveaux (prestataires, auditrices, communautés, autorités)
- Création d'activités de mobilisations sociales et politiques sur la base des résultats d'audit

1.2.3. Objectifs du projet

L'objectif général est de renforcer l'accès des adolescentes et jeunes femmes à des services de santé de qualité intégrés et adaptés à leurs besoins et contraintes spécifiques et respectant leurs droits.

A travers les activités terrain (audits sociaux, mobilisation communautaire et politique, renforcement des structures sanitaires et capitalisation), ce projet vise à :

- **OS1** : Faciliter l'**empouvoirement** des adolescentes et jeunes femmes (AJF) et le renforcement de leurs capacités à porter le changement en matière d'accès à l'information et aux soins de santé
- **OS2** : Renforcer les **capacités du personnel de santé** à fournir des informations et des soins de prévention et de prise en charge des trois pandémies de qualité et adaptés aux AJF
- **OS3** : Contribuer au **changement des normes sociales et des politiques favorables aux DSSRAJ** grâce à des actions de mobilisations sociales et politiques menées par les jeunes et adolescent.e.s
- **OS4** : **Produire de nouvelles connaissances sur les outils et méthodologies** visant à renforcer les capacités des AJF et des prestataires de santé pour améliorer l'offre de soins auprès des jeunes

Dans les deux pays, l'action a une portée nationale, mais les activités de terrain se dérouleront au Burkina dans les districts sanitaires de Koudougou et Réo (région du Centre-Ouest située à 110 kilomètres de Ouagadougou), et dans les districts de Koupéla et Tenkodogo (région Centre Est) ; au Sénégal dans les districts sanitaires de Matam (Matam) et de Mbour (Thiès).

1.2.4 Activités réalisées et principaux résultats obtenus

Le début du projet « Jeunes en Vigie » a été marqué par son démarrage effectif sur le plan administratif à travers la contractualisation avec les partenaires. A ce titre, une réunion virtuelle de cadrage a été organisée afin d'une part d'avoir l'ensemble des membres du projet au même niveau d'information, et de revoir, d'autre part les activités du projet afin d'anticiper les éventuelles difficultés qui pourraient surgir lors de la mise en œuvre au regard de la crise sanitaire du COVID 19 et de la crise sécuritaire latente au Burkina Faso.

La formation des auditrices, des brigades et des prestataires de santé (en droits et en santé sexuels et reproductifs (DSSR), leadership, sur les 3 pandémies, et l'approche jeunes) est l'un des axes centraux du projet, de ce fait les premiers mois du projet ont été consacrés à l'élaboration des modules de formation. Equipop et ses partenaires ont pu co-construire les modules de formation et lancer les premières discussions sur les approches orientées changement et le concept d'audit social.

A la suite de la création des modules de formations thématiques pour les auditrices, un atelier de validation a été organisé à Ouagadougou au Burkina Faso. Cette activité a été non seulement une belle opportunité d'échanges et de partage entre les membres du consortium, mais aussi un moment pour clairement décliner la feuille de route du projet. Equipop a profité de cet atelier pour revoir ce que la notion d'empouvoirement voulait dire dans la mise en œuvre du projet, et pour commencer à jeter les premiers jalons des approches orientées changement.

Une fois que les observations et les amendements ont été répertoriés, Equipop a retravaillé les modules thématiques (DSSR, Genre, Les 3 pandémies, les Droits et systèmes sanitaires) en collaboration avec les membres du consortium. Elles et ils ont ensuite pu commencer les formations thématiques au Sénégal et au Burkina avec les 90 jeunes auditrices en s'appuyant sur les modules finalisés.

En ce qui concerne les outils d'audits sociaux, deux réunions ont été organisées avec les membres du consortium pour faire appel à leur expertise et peaufiner ensemble les questionnaires pour les focus groupe, les prestataires et les jeunes. Ces outils finalisés ont fait l'objet d'une formation pour les auditrices.

Les membres du consortium se sont attelés à la co-construction des outils d'audits sociaux tels que les questionnaires pour les prestataires, pour les jeunes ainsi que le guide d'entretien pour la collecte des données qualitatives pour les jeunes qui ne fréquentent pas nécessairement les postes de santé. Un consultant a été recruté pour apporter un regard extérieur ainsi que son expertise en tant que statisticien et informaticien sur les questions relatives à la santé, et afin de faciliter et adapter les questionnaires aux contextes du Sénégal et du Burkina tout en prenant en compte les niveaux disparates des auditrices. En plus du consultant qui a été recruté pour la mise en œuvre du protocole de l'analyse et de la collecte des données d'audits, les partenaires du Burkina Faso (BURCASO et SOS JD) et ceux du Sénégal

(JED) ont recruté des consultants pour appuyer la phase d'audit mais aussi pour mettre en œuvre l'exercice de couverture sanitaire

Par ailleurs, dans le but de renforcer la capacité en communication des jeunes auditrices pour mieux les empouvoier, le RAES en collaboration avec les membres du consortium les a formées sur les concepts de communication interpersonnelle, de masse, et sociale, comment communiquer sur la radio, la TV et la gestion de l'opposition. Ces outils leur permettront de mener les activités de mobilisation sociale qu'elles feront avec les brigades et de communiquer aisément sur les résultats des audits sociaux.

Pour faciliter l'observation et le suivi des changements, un atelier sur les « approches orientées changement » a été organisé avec les équipes de projet au Burkina et au Sénégal, ainsi que les points focaux dans les districts, 12 auditrices (8 au Burkina Faso et 4 au Sénégal) et les jeunes féministes. Le but de ces ateliers était de les initier sur cette thématique et de dégager les différents chemins de changement qui devront être suivis dans le cadre de ce projet.

Le travail sur les axes de capitalisation a été entamé afin d'initier la réflexion sur les livrables de celle-ci, pour mettre en place un système de collecte d'images, de vidéos et de témoignages qui pourraient alimenter la capitalisation.

Activités	Résultats
<i>Activités transversales</i>	
A0.1 Mise en place des équipes au sein de chaque structure partenaire, dont recrutements si nécessaire	Les recrutements des équipes projets ont été effectifs dès le premier semestre. Cependant quelques départs ont été notés mais ils n'ont eu aucun impact sur la mise en œuvre des activités
A0.2 Mise en place des organes de gouvernance et communication autour du projet	Les organes de gouvernance et de communication ont été mis en place dans les zones d'intervention du projet dont les organisations partenaires ont le lead. En effet ces organes sont composés des membres des régions médicales. Des réunions périodiques d'information et d'échanges sont organisées.
A0.3 Sélection, adaptation, conception des outils et modules de formations à utiliser dans le cadre du projet	Sous le lead d'Equipop, les modules de formation thématique (DSSR, leadership, 3 pandémies) à l'égard des auditrices ainsi que les modules de formation pour les prestataires ont été co-construits et finalisés. Cette activité a été faite en collaboration avec les partenaires à travers des séances de travail en virtuel pendant lesquels les modules ont été

Activités	Résultats
	revus et discutés.
A0.4 Conception d'un kit de base sur les outils de redevabilité citoyenne et d'outils spécifique à valider pour les audits sociaux	Sous le lead d'Equipop et sur la base de son expérience en audit social, les questionnaires pour les jeunes et les prestataires ont été développés et partagés aux partenaires qui les ont revus et validés.
A0.5 Conception d'une formation en média training des AJF auditrices	Le RAES avait proposé un module assez dense lors de l'atelier régional de validation. Suite aux différentes observations, le module a été revu et adapté au profil des jeunes auditrices.
A0.6 Atelier régional multipartenarial de validation et d'appropriation des modules de formations et des outils pour réaliser les audits sociaux	Cet atelier a été l'opportunité pour tous les membres du consortium de se rencontrer et de partager les expériences et d'échanger sur le processus. Durant cet atelier tous les modules ont été revus et discutés. Les versions finalisées dans modules ont été partagées après l'atelier afin de permettre aux partenaires d'entamer les formations auprès des auditrices.
R1.1.1 Au Burkina Faso, 60 auditrices (15 / districts) sont formées et ont contribué à l'audit social de leur district sanitaire et ont mobilisé leurs pair-es	
R1.1.2. Au Sénégal 30 AJF auditrices (15 / districts) sont formées et ont contribué à l'audit social de leur district sanitaire et ont mobilisé leurs pair-es	
A1.1.1 Identification des auditrices	Toutes les auditrices dans les pays ont été identifiées sur la base de critères préétablis entre les membres du consortium. Ces critères seront partagés en même temps que les autres documents.
A1.1.2 Formations des auditrices (Genre et DSSR, leadership, système de santé)	A la suite de la validation des modules, les formations thématiques ont eu lieu dans chaque district d'intervention. Ces formations ont permis de renforcer les capacités des auditrices ainsi que leur empowerment
A1.1.3 Formation des auditrices à la mise en œuvre de l'audit	Un consultant a été recruté pour revoir les questionnaires pour les prestataires et les jeunes ainsi que de mettre en place un système d'analyse et de collecte des données. Le consultant principal

Activités	Résultats
	et les consultants pays ont eu à former les auditrices sur la méthodologie d'audit et les jeunes féministes et les équipes projet les ont formées en leadership.
A1.1.4 Formation des auditrices en média training (journalisme d'investigation / réseaux sociaux)	Suite à la validation du module de média training par tous les membres du consortium, le RAES a formé toutes les auditrices en média training.
A1.1.5 Dotation en équipement (90 smartphones - 1 par auditrice, 6 dictaphones par assoc partenaire – 3 par district)	Toutes les auditrices ont été dotées d'équipements pour faire les audits sociaux.
A1.1.6 Suivi / coaching	Les points focaux accompagnent les auditrices tout au long du projet. Ils.elles encadrent les actions menées par les auditrices sur les terrains.
R1.2.1 Au Burkina Faso, 4 brigades de 80 adolescent-e-s et jeunes sont sensibilisé.e.s et informé-e-s sur leurs droits en matière d'accès à la santé	
R1.2.2 Au Sénégal, 2 brigades de 80 adolescent-e-s et jeunes sont sensibilisé.e.s et informé-e-s sur leurs droits en matière d'accès à la santé	
A1.2.1 Identification des brigades via les groupements et associations des districts	Les brigades sont des groupes hétérogènes de jeunes filles et de garçons qui ont été recrutées pour appuyer les jeunes auditrices dans la mise œuvre des activités de mobilisation sociales. Tous les membres des brigades dans les deux pays ont été identifiés.
A1.2.2 Formation des brigades	Seul Burcaso du Burkina a formé les membres des brigades pour éviter des déperditions tout au long du projet
R1.3.1 Au Burkina Faso, les dysfonctionnements liés à l'accès des AJF à l'information et aux services de soins sont documentés	
R1.3.2 Au Sénégal, les dysfonctionnements liés à l'accès des AJF à l'information et aux services de soins sont documentés	
A1.3.1 Réalisation des audits et enquêtes par les auditrices avec l'accompagnement des équipes projet	Les audits ont été réalisés dans les districts d'intervention avec les appuis des équipes projets

Activités	Résultats
R2.1.1 Au Burkina Faso, les capacités de 120 personnels de santé (30 par districts et à tous les niveaux de la pyramide sanitaire) sont renforcées afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des adolescentes et jeunes	
R2.1.2 Au Sénégal, les capacités de 60 personnels de santé (30 par districts et à tous les niveaux de la pyramide sanitaire) sont renforcées afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des adolescentes et jeunes femmes (AJF)	
A2.1.1 Identification des structures sanitaires et du personnel de santé impliqués	Les structures sanitaires ont été identifiées dans les deux pays
A2.1.2 Exercice de couverture sanitaire	L'exercice de couverture sanitaire a été réalisé sous forme de diagnostic institutionnel et a permis aux différentes parties prenantes de la communauté d'échanger sur les DSSR et les 3 pandémies
R4.1 Des outils et une méthodologie en matière d'audit social par les AJF sont stabilisés et	
A4.1.1 Conception et mise en place du dispositif global de suivi – évaluation –	Le dispositif global de suivi évaluation est en place avec un suivi purement qualitatif sur la base des AOC et un suivi quantitatif avec le cadre logique et un suivi régulier des indicateurs.
A4.1.2 Ateliers de suivi orientés changement	Les premiers ateliers sur l'approche orientée changement ont été organisés au Burkina et au Sénégal. Ces ateliers ont permis de renforcer les compétences des organisations partenaires en AOC mais aussi de ressortir les "petits pas" de changements qui seront observés principalement chez les auditrices, les prestataires.

Les grandes lignes de la phase 2 du projet

- a. Restitution des résultats d'audit social
- b. Co-création des actions de mobilisations sociales et politiques
- c. Formation des prestataires
- d. Formation des brigades
- e. Rencontre jeunes / prestataires
- f. Mise en œuvre des actions et des événements mobilisateurs

1.2.5. Budget total du projet et plan de financement

Le projet a une durée de 36 mois et est financé en intégralité par Expertise France (L'Initiative) à hauteur de 1 701 000 €.

1.2.6. Organisation interne (l'équipe) et partenariale (les partenaires, leur rôle et les relations avec la structure commanditaire)

Nom des structures	Rôle dans le projet	Modalités d'action
<i>Equipop</i>	Cheffe de file du projet et commanditaire de l'évaluation intermédiaire	co-construction du projet avec les membres du consortium. Planification des temps d'échanges.
<i>Burcaso</i>	Opérationnel dans deux districts, formations, suivi de la collecte des données, analyse, activités de mobilisations sociales et politiques	co-construction du projet et délégation de la mise en œuvre des activités terrain au Burkina Faso aux points focaux.
<i>SOS JD</i>	Opérationnel dans deux districts, formations, suivi de la collecte des données, analyse, activités de mobilisations sociales et politiques	co-construction du projet et délégation de la mise en œuvre des activités terrain au Burkina Faso aux points focaux.
<i>JED</i>	Opérationnel dans deux districts, formations, suivi de la collecte des données, analyse, activités de mobilisations sociales et politiques	co-construction du projet et délégation de la mise en œuvre des activités terrain au Sénégal aux points focaux.
<i>RAES</i>	Technique : pour l'ensemble des terrains d'intervention, formations et communication tout au long du projet	co-construction du projet et délégation des formations en technique de communication en transversal

Autres partenaires

Au niveau national, des comités de suivi ont été créés afin d'impliquer les autorités (ministères, CCM, récipiendaires du Fonds Mondial, etc.). Au niveau de chaque district, des comités de suivi du projet ont aussi été créés, réunissant les directions régionales de la santé et les associations de DSSR / 3 pandémies de la zone. Au niveau communautaire, les

associations travaillant sur les questions de DSSR, sur les trois pandémies, en contact avec des populations marginalisées ont été approchées afin d'appuyer l'identification des adolescent·e·s et jeunes filles, qui sont au cœur du projet.

1.2.7. Les « bénéficiaires », acteurs clefs

Ce projet touche directement deux catégories d'**adolescentes et jeunes femmes (AJF)** :

- Les **auditrices** : 90 adolescentes et jeunes femmes (15 par district d'intervention) au Burkina Faso et au Sénégal. Elles ont été formées sur les thématiques relatives au DSSR et 3 pandémies, sur les méthodes d'audit social et en média training. Ce sont les actrices clés du projet et sont celles qui portent l'audit social à toutes les étapes.
- Les 6 **brigades** de 80 adolescentes et jeunes qui seront sensibilisées et informées sur leurs droits en matière d'accès à la santé et accompagnées dans la conduite d'action de mobilisation sociale pour les faire valoir (phase 2 du projet). Recrutées parmi les bénéficiaires d'associations récipiendaires et parmi d'autres actions ou regroupements formels ou informels locaux, elles seront après le projet des référentes dans la communauté à même d'accompagner leurs pairs.

De plus, le projet est directement dirigé vers :

- Les **prestataires et structures de santé** : dans chaque district d'intervention, 30 personnels socio-sanitaires des structures de santé de la zone sont accompagnés afin d'identifier et de répondre aux besoins spécifiques des AJF. Du côté des structures de santé, la direction sera systématiquement impliquée afin d'impulser le changement de pratique en faveur des besoins des adolescentes et jeunes.
- Les **décideur·ses clés au niveau national et les détenteur·rices d'enjeux au niveau local (conseil municipal, direction de la santé, direction des structures de santé, enseignant·e·s, directions des associations récipiendaires ou sous récipiendaires du Fonds, etc.) responsables politiques et autorités locales et nationales** : dans chaque district et dans chaque pays, elles et ils seront impliqué·e·s afin qu'elles et ils soient les premier·e·s à entendre les recommandations qui émanent des audits et qu'elles et ils les mettent en œuvre.

Ce projet touche indirectement :

- **L'ensemble des adolescentes et jeunes femmes** des régions d'intervention, qui bénéficient de l'amélioration de la prise en compte de leurs besoins spécifiques.
- Les **garçons, les hommes et les maris** seront impliqués dans les restitutions de l'audit, ils bénéficieront également indirectement du projet en prenant conscience du rôle qu'ils peuvent jouer en faveur de l'amélioration de la santé des femmes et des femmes de leur entourage.

- Les **structures de lutte contre les trois pandémies** bénéficieront également de ce projet, qui leur permettra de mieux comprendre les besoins des adolescentes et jeunes femmes afin de mieux les atteindre et les traiter.

1.2.8. Dispositif de suivi et d'évaluation du projet

Le dispositif d'évaluation est composé de deux éléments complémentaires adaptés aux enjeux particuliers du projet :

1. Un **cadre logique**, qui est l'outil de pilotage classique pour suivre les indicateurs quantitatifs du projet. Cet outil permet d'avoir une vue d'ensemble et d'agrèger les données de tous les partenaires. Le cadre Logique est alimenté par Equipop grâce aux rapports des membres du consortium.
2. **Les approches orientées changement qui sont des approches d'évaluation et de capitalisation intéressantes** pour mesurer les changements. **L'empouvoirement des auditrices représente un des enjeux centraux du projet et constitue un des axes prioritaires du dispositif de mesure du changement. Dans les deux pays d'intervention, Equipop a organisé avec ses partenaires, des ateliers AOC qui ont permis de** renforcer les capacités des acteurs et actrices impliqué·e·s à non seulement pouvoir identifier ces changements mais également à pouvoir les suivre, les évaluer et ultimement capitaliser sur les actions développées.

A l'issue de différents travaux, un dispositif de suivi évaluation changement est mis en place pour la collecte des changements des auditrices :

1. **Le cahier d'empouvoirement pour une introspection personnelle** des auditrices : Dans un cahier, les jeunes filles partagent leurs réflexions internes sur leurs rôles dans le projet et leurs changements - écriture, dessins...
2. **Les suivis individuels** : Discussions entre les auditrices et leur point focal ou une féministe pour faire le point sur les contenus des cahiers d'empouvoirement et creuser les réflexions avec des questions préalablement écrites selon l'avancée du projet et des éléments des chemins de changements
3. **Les rencontres collectives** : Discussions organisées sous forme de focus groupes pour échanger avec les auditrices autour des repères de changements.

1.2.9 Dispositif de capitalisation des expériences

La capitalisation du projet s'organisera autour de trois axes :

- La formalisation d'une approche en matière d'audit social afin de la rendre répliquable sur d'autres terrains en Afrique de l'Ouest francophone,
- Les connaissances sur les barrières à l'accès des adolescentes à des soins et services de santé de qualité (résultats des audits) et notamment l'intégration des services de santé trois pandémies - DSSR

- La valorisation de l'empouvoirement des filles comme enjeu clé pour les projets, politiques et programmes.

Le dispositif de capitalisation que nous mettons en place vise la production de connaissances, son appropriation par l'ensemble des partie-prenantes du projet, à commencer par les associations de notre consortium, et son partage auprès de la communauté du développement. Deux livrables sont à prévoir pour cette capitalisation :

1. Développement d'un **guide méthodologique d'audit social** en santé adaptée à l'Afrique de l'Ouest francophone et qui vise spécifiquement les AJF. (Cette présente consultance va notamment permettre le regroupement des informations pour le contenu de ce livrable)
2. Réalisation de **vidéos pour raconter le processus d'empouvoirement des auditrices** et encourager les futurs projets de démocratie sanitaire.

1.2.9 Données/ informations disponibles

- Document de projet
- Rapports narratifs
- Cadre logique
- Le monitoring tool
- Compte rendu de réunion méthodologies d'audits
- Les questionnaires pour les prestataires et pour les jeunes
- Les modules de formation
- Rapports d'audits
- Rapports de l'exercice de couverture sanitaire

II. L'évaluation à mi-parcours (5-6 pages)

2.1. Contexte de la demande

L'évaluation intermédiaire vient clôturer la phase 1 du projet, c'est-à-dire la période de la conception des outils à la collecte par les auditrices et l'analyse des données. L'évaluation permettra de produire **un état des lieux** d'où nous en sommes avant de démarrer la phase 2, c'est-à-dire les actions de mobilisations sociales et politiques.

Cette prise de recul sur le travail réalisé est bénéfique pour toutes les parties prenantes et en particulier les partenaires qui pourront exposer leurs points de vue et donner leurs contributions. En effet, ils et elles partageront leurs apprentissages et identifieront des pistes d'améliorations (thématiques, organisationnelles, stratégiques...) pour la phase 2.

L'évaluation intermédiaire arrive juste avant le lancement des actions de mobilisations sociales et politiques. Les partenaires et les parties prenantes seront donc disponibles pour participer pleinement aux échanges.

L'évaluation se fera donc sur la période de mars 2021 (atelier de lancement) à septembre 2022 (clôture des audits sociaux et début des restitutions).

2.2. Objectifs et attentes vis-à-vis de l'évaluation

Objectifs	Attentes / Apprentissages souhaités	A qui et à quoi ça va être utile
1/ Capitaliser les étapes de conception et de conduite de l'audit social en mettant en lumière les expériences des auditrices.	Faire ressortir le processus de mise en œuvre d'un audit social porté par des jeunes filles.	Nourrir le contenu de la capitalisation sur la méthodologie d'audit social
2/ Apprécier les premiers changements auxquels le projet contribue sur des domaines stratégiques : l'empouvoirement des auditrices.	Faire ressortir les changements auxquels le projet contribue pour les auditrices, mais également les membres du consortium.	Insérer les conclusions dans les livrables de capitalisation (guide d'audit social et dans les vidéos) pour illustrer les propos.

Objectifs	Attentes / Apprentissages souhaité	A qui et à quoi ça va être utile
		Pouvoir ajuster le dispositif AOC pour la phase 2
3/ Améliorer le pilotage du projet et les relations partenariales	Faire un premier bilan/une prise de recul collective pour apprendre sur nos pratiques (co-construction) et ajuster pour la phase 2.	Cet objectif servira à l'ensemble des membres du consortium pour apprendre des expériences des un.e.s et des autres et ajuster les méthodes de co-construction au besoin.

2.3. Dimensions à regarder et objet de l'évaluation

Dimensions	Périmètre de l'évaluation (évaluer quoi ? Quelles actions ? questions à poser)	Intervalle de temps
Dimension 1 : L'audit social : de sa conception aux premières restitutions	<p>Co-construction des formations, des outils et du dispositif d'audit social :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment s'est passée la co-construction ? Qu'est-ce qui a facilité le travail ? Et rend le travail parfois difficile ? Quelles réponses apporter ? etc. - Comment les partenaires ont-ils été impliqués à cette étape ? - Dans quelle mesure les outils ont-ils été co-construits ? - Si c'était à refaire, que faudrait-il améliorer ? Ne plus le faire ? - Pouvez-vous parler de la durée importante de cette étape ? <p>Formations des auditrices (thématiques, média training, leadership, audit social) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment les formations ont-elles été créées, co-construites ? - Quelles dynamiques sont à améliorer pour que chaque partenaire participe à l'écriture ? 	Mars 2021 à septembre 2022

Dimensions	Périmètre de l'évaluation (évaluer quoi ? Quelles actions ? questions à poser)	Intervalle de temps
	<p>Mise en œuvre de l'audit social :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment et quand les auditrices ont-elles pris part à la mise en œuvre de l'audit ? - Est-ce possible de les impliquer davantage ? Si oui quand ? Et comment ? <p>Accompagnement des auditrices pour la collecte et l'analyse des données (rôles des points focaux, rôles des consultants...) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment s'est matérialisé l'accompagnement ? Concrètement, sur le terrain, il s'est passé quoi ? - Comment les points focaux ont-ils vécu leur rôle durant la collecte ? Quelles sont les difficultés rencontrées et les moyens mis en place pour y remédier ? - Comment les consultants ont-ils accompagné les auditrices ? Quelle était leur valeur ajoutée ? - Comment s'est passée l'organisation entre les consultants ? <p>Analyse des données collectées (processus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les auditrices sont-elles suffisamment investies dans l'analyse des données ? - Si c'était à refaire, que faudrait-il améliorer ? Ne plus le faire ? <p>Documents de conclusion de l'audit social répertoriant les résultats dans chaque district :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comment s'est passée la rédaction ? Qu'est-ce qui a facilité le travail ? Et rend le travail parfois difficile ? Quelles réponses apporter ? etc. - Les auditrices ont-elles pu prendre part à l'écriture de ce document ? 	

Dimensions	Périmètre de l'évaluation (évaluer quoi ? Quelles actions ? questions à poser)	Intervalle de temps
<p>Dimension 2 : Empouvoirement des auditrices et mobilisation des prestataires de santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comment l'atelier AOC de septembre/octobre 2021 a-t-il été perçu par les partenaires et les auditrices invitées ? - Comment s'est passée l'élaboration des chemins de changements ? - Comment sommes-nous arrivées à proposer le cahier d'empouvoirement ? - Quelles dynamiques / points clé sont présents dans le cahier d'empouvoirement et pourquoi ces choix ? - Comment s'est passée la présentation aux auditrices ? - compréhension, appropriation ... - Comment se passe la collecte des changements entre auditrices et points focaux - entre la méthode pensée et les réalités des terrains ? 	<p>Octobre 2021 - septembre 2022</p>
<p>Dimension 3 : Dispositif d'intervention et collaborations entre partenaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quel est le mode de gouvernance du projet ? Chaque membre trouve-il sa place ? - Quel est le fonctionnement de la gouvernance du comité de pilotage du projet ? - Comment les décisions sont-elles prises ? - Comment s'est passée l'appropriation du projet au Burkina Faso et au Sénégal ? (divergences, convergences) - Comment le projet s'adapte aux contextes nationaux et locaux différents ? - Comment chaque partenaire se sent-il au sein du consortium ? 	<p>Mars 2021 à septembre 2022</p>
<p>Dimension 4 :</p>		

Dimensions	Périmètre de l'évaluation (évaluer quoi ? Quelles actions ? questions à poser)	Intervalle de temps
Par rapport aux perspectives prévues pour la phase 2, quelles sont les recommandations/propositions pour améliorer la stratégie d'intervention ?	Les recommandations porteront sur 3 points en particulier : 1. Comment pourrait-on mieux alimenter les activités de mobilisations sociales de la phase 2 ? 2. Suite aux résultats de l'exercice de couverture sanitaire, quelle serait la meilleure stratégie pour mener les dialogues entre les usager·e·s et les prestataires ? 3. Comment mieux intégrer les brigades dans la dynamique du projet ?	

III. Organisation de la mission d'évaluation / Méthodologie

3.1. Cadrage de la mission

3.1.1 Calendrier global envisagé pour la mission et 3.1.2 Déroulement prévu pour les étapes de réalisation et d'utilisation des résultats de l'évaluation

Période	Activités	Responsable
Mi-septembre	Réunion de cadrage en ligne / début de la consultation	Equipop/ consultant·e
Fin septembre début octobre 2022	<ul style="list-style-type: none"> Animation d'un atelier AOC mi-parcours sur l'observation de l'empouvoirement des auditrices de 3 jours (pour nourrir l'observation des changements et la capitalisation / évaluation) suivi de 2 jours d'atelier de création des actions de mobilisation sociales par district et politiques suite aux résultats des audits (animation Equipop) <p>Ce premier atelier sera l'occasion pour le/la/les consultant.e.s de comprendre et de s'imprégner du projet. Cet atelier sera aussi l'occasion de rencontrer les membres du consortium, les points focaux et les auditrices et de pouvoir commencer les échanges avec eux et elles suite au cadrage.</p>	Equipop

Période	Activités	Responsable
	<p>Dakar : Du 26 au 29 septembre 2022 Ouagadougou : 3 au 7 octobre 2022</p> <p>20 personnes sur 5 jours</p> <p><i>Participation attendue à au moins 1 des 2 ateliers pour démarrer après les entretiens avec les partenaires</i></p>	
Octobre 2022	<p>Entretiens avec :</p> <p>Burkina Faso</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les membres du consortium Equipop, Burcaso et SOS/JD - Les points focaux (4, un.e par district) - Les féministes (2) - Les auditrices (15 par districts d'intervention - sélection des auditrices ayant participé aux activités sans grandes difficultés et d'autres ayant eu plus de mal) - Les consultant.e.s qui ont appuyé l'audit (2) - Les prestataires du projet (30 par district) - Les responsables sanitaires des districts <p>Sénégal</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les membres du consortium Equipop, RAES et JED - Les points focaux (46 un.e par district) - Les féministes (2) - Les auditrices (15 par districts d'intervention - sélection entre les 2 pays des auditrices ayant participé aux activités sans grandes difficultés et d'autres ayant eu plus de mal) - Les consultant.e.s qui ont appuyé l'audit (2) - Les prestataires du projet (30 par district) - Les responsables sanitaires des districts <p>Le/la consultant.e sera libre d'organiser les entretiens à distance et en présentiel selon son agenda et avec ses méthodes d'animation.</p>	consultant.e
Octobre/ Novembre 2022	<p>Deux ateliers multipartenariaux de 3 jours (1 par pays) - animation par le/la/les consultant.e.s autour des éléments qui doivent figurer dans le rapport d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Processus de mise en place de l'audit (création outils/co-construction, planification, formations, mise en œuvre, analyse ...) 	consultant.e

Période	Activités	Responsable
	<ul style="list-style-type: none"> - Exercice de couverture sanitaire (diagnostic participatif) - Résultat des audits sociaux - Expérience des auditrices - dynamique d'empouvoirement - Expérience avec les féministes - Expérience partenariale / Apprentissages du consortium - Consultances - Processus d'analyse - Restitutions - Croisement des expériences Burkina / Sénégal - Opportunités pour la phase 2 <p>Le·la·les consultant·e·s devra·ont proposer un déroulé d'atelier participatif permettant à chaque participant·e· d'avoir des espaces d'expressions. Le·la·les consultant.e.s devra·ont porter une attention particulière sur la diversité de profil de participant·e·s et adapter ses méthodologies en fonction.</p>	
31/12/2022	<p>Le suivi des productions se fera de la manière suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'envoi au comité de pilotage d'une version provisoire des rapports est attendu pour le 20 novembre environ. 2. Il faudra prévoir une série d'allers-retours entre fin novembre et mi-décembre. 3. La version finale des livrables sera attendue au courant du mois de décembre 2022. <p>Livrables attendus :</p> <p>Un rapport d'évaluation sur le parcours d'empouvoirement des auditrices (suivi AOC), le dispositif d'intervention et la collaboration entre partenaires, accompagné par des recommandations pour la phase 2 du projet.</p> <p>Ce premier rapport d'une trentaine de pages environ sera destiné en particulier au bailleur (redevabilité) et au comité de pilotage du projet.</p> <p>Un document de capitalisation qui rassemble une description du processus de mise en œuvre à chaque étape, mettant en avant les réussites, les difficultés, les solutions apportées, les bonnes</p>	Comité de pilotage et Consultant·e

Période	Activités	Responsable
	<p>pratiques et conseils pour s'inspirer de cette expérience. Il sera important d'y incorporer des verbatims avec une attention centrale portée à l'implication de jeunes femmes dans ce processus (comment on favorise l'appropriation ? comment la conduite de l'audit social contribue à leur empouvoirement?...)</p> <p>Ce document nourrira principalement le produit final de capitalisation qui sera finalisé en fin de projet et complété par les étapes de restitution et d'actions de mobilisation sociale.</p>	

3.2. Rôle des parties prenantes

3.2.1 Du côté du commanditaire (équipes terrain et siège), des partenaires : quelle implication ?

Ndeye Marieme Ly Diagne coordinatrice du projet Jeunes en vigie pour Equipop (OSC cheffe de file) sera l'interlocutrice privilégiée à laquelle l'équipe d'évaluation pourra s'adresser pour l'organisation de la mission.

Lors des ateliers, l'équipe d'évaluation interagira également avec Jeanne Fournier, chargée de projet et d'accompagnement.

3.2.2 Existence d'un comité/groupe de pilotage de l'évaluation et de ses fonctions

Le comité de pilotage sera composé de 4 personnes :

- Ndeye Marieme Ly Diagne, coordinatrice du projet Jeunes en vigie (Equipop)
- Hélène Ménard, Responsable de pôle (Equipop)
- Perrine Duroyaume, responsable suivi évaluation (Equipop)
- Jeanne Fournier, chargée de projet et d'accompagnement (Equipop)

Ce comité aura pour rôle :

- Sélectionner les offres ;
- Organiser au besoin des entretiens avec les profils retenus ;
- Ecrire le contrat de l'évaluation intermédiaire ;
- Préparer et planifier les deux réunions de cadrage ;
- Animer les réunions de cadrage et se tenir disponible pour répondre aux questions du/de la/des consultant.e.s ;
- Programmer et animer les réunions de suivi avec le/la/les consultant.e.s tout au long de la prestations (suivi à chaque étapes) ;

- Faciliter la prise de contact de l'équipe d'évaluation avec l'ensemble des partenaires
- Enrichir les analyses proposées.

3.2.3 Du côté du consultant.e ou de l'équipe d'évaluation

Le·la·les consultant·e·s aura.ont pour rôle premier, d'aider les membres du consortium à prendre du recul sur les premiers mois du projet (phase 1) et de formaliser sur papier les expériences de chacun.e des membres pour faire ressortir des recommandations pour la suite du projet et pour des futurs projets d'audit social. Une position de facilitateur.rice.s est également attendue lors des ateliers d'évaluation.

IV. Moyens

4.1. Humains : expertise recherchée

Dans le cadre de cette l'évaluation intermédiaire, Equipop recherche un·e consultant·e qui au minimum un bac+5 en sciences sociales, suivi-évaluation ou gestion de projet

- Une bonne connaissance des thématiques DSSR et des 3 pandémies
- Une bonne compréhension des notions d'empouvoirement des jeunes filles
- Une bonne expérience en audit social
- Une connaissance des approches orientée changement
- Une bonne connaissance des réalités socio-culturelles du Burkina Faso et du Sénégal
- Une expérience en développement de modules de formation

Son expertise permettra d'évaluer tout le processus de mise en œuvre du projet de la conception des modules à l'analyse des données pour une durée de 30 jours. Le·la consultant·e doit être en mesure d'apporter un regard critique sur la collecte de données qualitatives et quantitatives afin de formuler les recommandations nécessaires à la poursuite de la mise en œuvre du projet.

4.2. Logistique

Dans l'exécution de cette évaluation intermédiaire, le·la consultant·e devra prendre en charge et inclure toutes les dépenses y afférents dans ces honoraires et organiser les activités suivantes :

- Les entretiens préliminaires avec les membres de l'équipe projet organisations membres du consortium, les prestataires et les auditrices
- Deux ateliers multipartenariaux (1 au Burkina Faso et un autre au Sénégal)

- Préparation des livrables

Les ateliers sur l'approche orientée changement seront organisés et pris en charge par Equipop. Dans la mesure du possible la présence du de la consultant-e serait demandée afin de suivre les échanges pour renforcer le recueil des données sur l'empouvoirement des jeunes filles.

4.3. Financiers

L'enveloppe de cette consultance s'élèvera à €20 000 pour une durée de 30 jours de la période du 01 octobre au 31 décembre. Veuillez nous fournir un budget détaillé qui reprend les différentes activités citées ci-dessus ainsi que vos honoraires, vos billets d'avions, per diem, transport et hébergement.

V. Conditions de l'appel d'offres

1. *Une offre technique comprenant :*

- *La compréhension et une analyse des enjeux de l'évaluation à mi-parcours*
- *Une proposition détaillée de la méthodologie qu'ils-elles se proposent de mettre en œuvre (étapes, acteurs et actrices à mobiliser, réunions et restitutions, méthodologie de collecte d'information et de consultation, documents produits, articulation avec les commanditaires).*
- *Les consultant-e-s proposeront également, dans leur offre de services, la répartition du nombre de jours de travail aux différentes étapes de l'étude (et entre chaque consultant-e dans le cadre d'une équipe de consultant-e-s).*
- *CV actualisé avec les éléments pertinents pour la mission surlignés*
- *Identité physique et fiscale du soumissionnaire (copie du registre de la chambre du commerce et du Numéro d'identification fiscal et si applicable, preuve d'assujettissement à la TVA) ;*

2. *L'offre financière, comprenant :*

Les honoraires, le nombre total de jours de prestation et toutes les dépenses liées à la prestation de service.

Les propositions seront évaluées sur la base des critères suivants :

- Bonne compréhension des enjeux du projet 20 points

- Méthodologie proposée *30 points*
- Expérience dans des projets similaires *10 points*
- Connaissances des réalités socio-culturelles du Sénégal et du Burkina Faso *10 points*
- Efficience dans l'élaboration du budget *15 points*
- Budget en adéquation avec la méthodologie *15 points*

Le dossier de demande doit être constitué :

- d'une offre technique et financière
- du NINEA
- du relevé d'identité bancaire

Merci d'envoyer votre candidature **au plus tard le 1^{er} septembre 2022** et de l'adresser par courrier électronique à Ndeye Marième Ly Diagne, mariemely.diagne@equipop.org, Jeanne Fournier jeanne.fournier@equipop.org et Stevie Reine Yameogo stevie.yameogo@equipop.org